



NEXIOM AUDIT
Commissaire aux comptes
76/78 Rue de Reuilly
75012 PARIS

A l'attention de M. Emmanuel CHARRIER

A Rouen, le 23 mai 2024

Secours Populaire Français
Fédération de la Seine Maritime – Exercice clos 31 décembre 2023

Monsieur le Commissaire aux comptes,

Cette lettre vous est adressée en application de vos normes d'exercice professionnel, dans le cadre de vos contrôles relatifs à l'audit des comptes annuels de la Fédération de la Seine Maritime du Secours Populaire Français, afférents à l'exercice clos le 31 décembre 2023 ci-après « les Etats Financiers ». Ces Etats Financiers font apparaître à cette date des fonds propres de 1 502 566 euros y compris un excédent de 134 100 euros.

En tant que responsable de l'établissement des Etats Financiers et du contrôle interne afférent à leur préparation, je vous confirme, ci-après, en toute bonne foi et au mieux de ma connaissance, les informations et affirmations qui vous ont été fournies dans le cadre de votre mission.

1. Les Etats Financiers ont été établis de manière régulière et sincère, pour donner une image fidèle de la situation financière et du résultat de l'entité conformément aux règles et principes comptables français y compris l'application des règlements ANC 2014-03 et ANC 2018-06 (précisé et amendé par le règlement 2020-08, 2021-02 et 2022-04) du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
2. Des contrôles destinés à prévenir et détecter les erreurs et les fraudes ont été conçus et mis en œuvre dans l'Association. Nous vous avons communiqué tout changement significatif effectué dans nos process, contrôles, politiques et procédures sur notre système de contrôle interne.
3. Nous n'avons pas connaissance de faiblesses significatives du contrôle interne ou de déficiences majeures.
4. A ce jour, nous n'avons connaissance d'aucun événement, autre que ceux déjà pris en compte, survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date d'arrêté des comptes, qui nécessiterait un traitement comptable dans les Etats Financiers ou une mention dans l'annexe et/ou dans le rapport de gestion. Les événements importants survenus, le cas échéant, depuis la date d'arrêté des Etats Financiers et/ou du rapport de gestion feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale d'approbation des comptes.
5. Nous avons mis à votre disposition :

- a. tous les documents comptables, les contrats ayant ou pouvant avoir une incidence significative sur les Etats Financiers, les procès-verbaux des assemblées générales et des réunions des organes sociaux tenues au cours de l'exercice et jusqu'à la date de cette lettre ;
 - b. les rapports, avis ou positions émanant d'organismes de contrôle ou de tutelle (tels que l'IGAS, la Cour des comptes, le Comité de la Charte) dont le contenu pourrait avoir une incidence significative sur les Etats Financiers.
6. Nous vous avons fait part de nos décisions de gestion et de nos jugements susceptibles d'avoir une incidence significative dans l'établissement des Etats Financiers.
7. Nous vous avons fourni toutes les informations supplémentaires que vous nous avez demandées et laissé libre accès aux personnes au sein de l'entité que vous avez souhaité rencontrer pour les besoins de l'audit.
8. Nous vous avons fait part de notre appréciation sur le risque que les Etats Financiers puissent comporter des anomalies significatives résultant de fraudes.

Nous n'avons pas connaissance de :

- a. fraude suspectée ou avérée et impliquant la direction, des employés ayant un rôle clé dans le dispositif de contrôle interne ou d'autres personnes dès lors que la fraude est susceptible d'entraîner des anomalies significatives dans les Etats Financiers ;
 - b. allégation de fraude susceptible d'avoir un impact sur les Etats Financiers, provenant des employés, d'anciens employés, des analystes, des régulateurs ou d'autres personnes.
9. Nous avons appliqué, au mieux de notre connaissance, les textes légaux et réglementaires. Des procédures ont été conçues et mises en œuvre dans l'entité, visant à garantir le respect de ces textes légaux et réglementaires. Nous n'avons pas connaissance de cas de non-respect susceptible de conduire à des anomalies significatives dans les Etats Financiers.
10. Toutes les opérations de l'exercice et toutes les conséquences financières de tout accord/contrat ont été enregistrées et correctement traduites dans les Etats Financiers, y compris le cas échéant dans l'état des éléments hors-bilan (legs à réaliser notamment).
11. Les principales hypothèses retenues pour l'établissement des estimations comptables nous paraissent raisonnables et reflètent nos intentions et la capacité de la fédération, à ce jour, à mener à bien les actions envisagées à la date d'arrêté des comptes par le secrétariat départemental. Nous n'avons pas connaissance d'éléments qui seraient de nature à remettre en cause les scénarios présentés et les hypothèses retenues.
12. S'agissant des conditions macro-économiques (pressions inflationnistes, hausses des taux d'intérêt ainsi que des coûts de matières premières et de l'énergie, pénuries, volatilité des taux de change), nous vous confirmons, au mieux de notre connaissance que :
- a. nous les avons pris en considération dans les estimations comptables clés présentées dans les Etats Financiers,
 - b. le cas échéant, les notes annexes présentent les principaux jugements effectués et les sources majeures d'incertitude, et

c. les hypothèses utilisées pour la préparation des Etats Financiers sont cohérentes avec les informations présentées dans les autres communications (communiqués de presse, rapport de gestion, etc.).

13. Tous les fonds dédiés ont été au mieux de notre connaissance correctement identifiés et évalués à la clôture de l'exercice.

14. Le Compte de résultat par origine et destination et le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public ont bien été établis en conformité avec le règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018. Nous confirmons notamment la pertinence et la sincérité de la définition et de l'application de la répartition des emplois entre les missions sociales, les actions de collecte et les charges de fonctionnement.

15. Nous vous confirmons avoir fait nos meilleurs efforts afin d'identifier et de valoriser les contributions volontaires en nature présentées en pied du compte de résultat, et en respectant, les dispositions applicables en la matière conformément aux articles 211-4 et 431-10 du règlement ANC n° 2018-06 et les dispositions de l'outil bilan CVN transmis par l'Association Nationale.

Des procédures sont en place au sein de notre structure visant à garantir que toutes ces contributions sont utilisées conformément aux statuts de notre Fédération et aux engagements du dossier "Reconnaissance d'Utilité Publique" (RUP).

16. Nous avons fourni dans l'annexe des comptes annuels l'état séparé des avantages et ressources (version synthétique) provenant de l'étranger prévu par les textes légaux et réglementaires en respectant, au mieux de notre connaissance, les dispositions applicables en la matière.

Dans le cadre de cette obligation, nous avons mis en place une procédure interne pour identifier, au mieux de notre connaissance, les avantages et ressources ainsi concernés, en particulier lorsque ceux-ci présentent un caractère indirect. Nous vous confirmons que sont présentés dans cet état tous les avantages et ressources provenant directement de l'étranger ou indirectement de l'étranger lorsque leur provenance réelle ne pouvait être ignorée compte tenu des circonstances de leur perception ou de leur versement.

17. L'Association est effectivement propriétaire ou bénéficiaire par le biais de contrats notamment de location-financement de tous les actifs qui figurent au bilan.

18. Tous les actifs, et en particulier tous les comptes de caisses et banques, sont inclus dans les Etats Financiers. Les hypothèques, nantisements, gages ou toute autre sûreté sur des actifs de la société sont explicitement indiqués dans les Etats Financiers.

19. Tous les passifs et passifs éventuels relatifs aux aspects environnementaux et sociaux, procès en cours ... ainsi que toute poursuite judiciaire ou affaire contentieuse dont nous avons connaissance sont inclus dans les Etats Financiers.

20. Les soldes et transactions avec les entités membres du même ensemble combiné (Union Nationale) que notre Association ont bien été identifiés.

21. Nous avons soigneusement examiné, en liaison avec nos conseils juridiques et/ou nos avocats, les divers éléments de nos engagements, passifs éventuels relatifs notamment aux aspects sociaux, procès en cours, ainsi que toute poursuite judiciaire ou affaire contentieuse

et nous considérons que les provisions et indications complémentaires figurant à ce titre dans les Etats Financiers reflètent les jugements exercés ainsi que la situation future estimée la plus probable en cohérence avec les décisions prises ou les actions envisagées.

22. Nous vous avons signalé tous les incidents de cyber sécurité susceptibles d'avoir un impact significatif sur les Etats Financiers.

Depuis le début de l'exercice jusqu'à la date de la présente lettre, nous vous avons communiqué, au mieux de notre connaissance, (1) tout accès non autorisé à nos systèmes d'information qui a eu lieu ou a probablement eu lieu, ainsi que les rapports qui nous ont été transmis par des tiers (y compris des organismes de régulation et de contrôle ou des consultants en sécurité), dans la mesure où de tels accès non autorisés à nos systèmes d'information sont susceptibles d'avoir, individuellement ou collectivement, une incidence significative sur les Etats Financiers, et (2) toute attaque de rançongiciel (ransomware) pour laquelle nous avons payé, ou envisageons de payer, une rançon, quel qu'en soit le montant.

Nous vous avons communiqué et donné accès à toute information et toute investigation menée relative à l'accès non autorisé à nos systèmes d'information qui a eu une incidence significative sur les Etats Financiers, y compris sur les notes annexes.

23. L'information que nous vous avons fournie sur l'identité des parties liées ainsi que sur les relations et transactions avec celles-ci est exhaustive et l'information donnée dans l'annexe des Etats Financiers est conforme aux règles et principes comptables français. Les transactions avec les parties liées non mentionnées dans l'annexe ne présentent pas une importance significative ou ont été conclues aux conditions normales du marché.
24. Toutes les informations entrant dans le champ d'application des conventions réglementées vous ont été communiquées conformément au Code de commerce.
25. Au cours de l'exercice, la Fédération n'a détenu aucune créance sur l'un de ses administrateurs ou dirigeants et n'a accordé aucune garantie en leur faveur.
26. Nous n'avons identifié aucun fait ou événement susceptible de remettre en cause la continuité d'exploitation de l'Association.

Veuillez agréer, Monsieur le commissaire aux comptes, nos sincères salutations.

A Rouen, le 23 mai 2024

La Secrétaire Générale
Mme Emilie Le Bigre



La Trésorière
Mme Pascale Blanchard



Annexe à la lettre d'affirmation relative à l'exercice clos le 31/12/2023

A - ETAT DES ANOMALIES RELEVÉES ET NON CORRIGÉES AYANT UN IMPACT SUR LE RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2023

Néant

B - LISTE DES AUTRES ANOMALIES RELEVÉES ET NON CORRIGÉES PORTANT SUR LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS OU EN ANNEXE

- Néant

